



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Mercredi 12 juillet 2023

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Les articles publiés à la Revue internationale des services financiers sont disponibles depuis l'ENT sur la base de données Stradalex.

Les articles publiés à la Revue trimestrielle de droit financier et à la Revue de jurisprudence commerciale sont disponibles sur la base de données Lexbase.

Le financement des PME : actualité et perspectives

Introduction

NADINE LEVRATTO
PHILIPPE MUTRICY
BAPTISTE THORNARY

Quelle situation financière des PME dans un univers financier mouvant ?

Panorama du financement du tissu productif français de 2012 à 2021

CHRISTINE BONNERY
GUILLAUME RICHEL-BOURBOUSSE

Accès au crédit des PME depuis la grande crise financière : quels effets des nouvelles politiques monétaires et prudentielles ?

HENRI FRAISSE
JEAN-STÉPHANE MÉSONNIER

Les conditions d'accès au marché du crédit bancaire

Robustesse financière des PME et disponibilité du crédit sur le marché local : une analyse empirique sur données italiennes

MOUNIR AMDAOUD
GIUSEPPE ARCURI
NADINE LEVRATTO

La relation bancaire : un atout pour le financement des petites et moyennes entreprises françaises en situation de crise

JÉRÔME COFFINET
THÉO NICOLAS

Financement relationnel et coût du crédit des PME camerounaises

HÉLÈNE EUPHRASIE ALOUANGA
GEORGES KOBOU

Nécessité et nouveauté du financement par fonds propres

La consolidation dans un secteur atomisé : un contexte propice aux financements par capitaux propres

LUDIVINE CHALENÇON
ALAIN MARION

La boîte noire de la phase de financement des PME par les *business angels* : une comparaison France – Québec

MAAROUF RAMADAN
LUC TESSIER

Motifs du choix de *crowdfunding* par les TPE au Maroc

HIBAT-ALLAH EZZAHID
HICHAM MEGHOUAR

Apports de garanties et financements publics

Les garanties de crédit de l'Union européenne avant et après la crise de la Covid-19 : rôle et impact

JULIEN BRAULT

L'impact économique des garanties publiques sur la transmission d'entreprise : résultats empiriques sur données françaises

MATHILDE LÉ

L'impact des aides directes à la RDI sur les performances des petites et moyennes entreprises françaises

RAPHAËL CHIAPPINI
KYMBLE CHRISTOPHE
SAMIRA DEMARIA
VINCENT DORTET-BERNADET
BENJAMIN MONTMARTIN
SOPHIE POMMET

Quels défis pour le financement des PME ?

Le financement de la transition bas-carbone des PME : enjeux et défis

CATHERINE DEFFAINS-CRAPSKY

Qu'avons-nous appris en évaluant les accélérateurs de Bpifrance ?

FABRICE GILLES
YANNICK L'HORTY
FERHAT MIHOUBI

Comprendre la prise de décision pour mieux accompagner le financement des petites entreprises

MÉDÈSSÉ CAROL F. GANDÉGNON

Chronique d'histoire financière

Répudiation ! La crise de la dette de la guerre de Sécession des États-Unis, 1865-1870

FRANKLIN NOLL

Finance et littérature

Relire Stendhal : initiative et responsabilité

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

L'interconnexion du système financier européen : le pire est-il derrière nous ?

PHILIPPE MADIÈS
MATHIS MOUREY
OLLIVIER TARAMASCO

La dimension institutionnelle refoulée du Bitcoin

AUGUSTIN SERSIRON

150

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

LE FINANCEMENT DES PME : ACTUALITÉ ET PERSPECTIVES

2-2023

150

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 150
2^e TRIMESTRE 2023

LE FINANCEMENT DES PME : ACTUALITÉ ET PERSPECTIVES

Quelle situation financière des PME dans un univers financier mouvant ?

Les conditions d'accès au marché du crédit bancaire
Nécessité et nouveauté du financement par fonds propres
Apports de garanties et financements publics
Quels défis pour le financement des PME ?

• Chronique d'histoire financière • Finance et littérature

Répudiation ! La crise de la dette de la guerre de Sécession des États-Unis, 1865-1870

Relire Stendhal : initiative et responsabilité

• Articles divers

L'interconnexion du système financier européen : le pire est-il derrière nous ?

La dimension institutionnelle refoulée du Bitcoin



ISBN 978-2-37647-084-7
ISSN 0987-3368
Prix : 35,00 €



SOMMAIRE

Le financement des PME : actualité et perspectives

- 9 Introduction
NADINE LEVRATTO
PHILIPPE MUTRICY
BAPTISTE THORNARY

Quelle situation financière des PME dans un univers financier mouvant ?

- 19 Panorama du financement du tissu productif français de 2012 à 2021
CHRISTINE BONNERY
GUILLAUME RICHEL-BOURBOUSSE
- 35 Accès au crédit des PME depuis la grande crise financière : quels effets des nouvelles politiques monétaires et prudentielles ?
HENRI FRAISSE
JEAN-STÉPHANE MÉSONNIER

Les conditions d'accès au marché du crédit bancaire

- 59 Robustesse financière des PME et disponibilité du crédit sur le marché local : une analyse empirique sur données italiennes
MOUNIR AMDAOUD
GIUSEPPE ARCURI
NADINE LEVRATTO
- 75 La relation bancaire : un atout pour le financement des petites et moyennes entreprises françaises en situation de crise
JÉRÔME COFFINET
THÉO NICOLAS
- 89 Financement relationnel et coût du crédit des PME camerounaises
HÉLÈNE EUPHRASIE ALOUANGA
GEORGES KOBOU

Nécessité et nouveauté du financement par fonds propres

- 113 La consolidation dans un secteur atomisé : un contexte propice aux financements par capitaux propres
LUDIVINE CHALENÇON
ALAIN MARION
- 131 La boîte noire de la phase de financement des PME par les *business angels* : une comparaison France – Québec
MAAROUF RAMADAN
LUC TESSIER
- 145 Motifs du choix de *crowdfunding* par les TPE au Maroc
HIBAT-ALLAH EZZAHID
HICHAM MEGHOUAR

Apports de garanties et financements publics

- 169 Les garanties de crédit de l'Union européenne avant et après la crise de la Covid-19 : rôle et impact
JULIEN BRAULT
- 181 L'impact économique des garanties publiques sur la transmission d'entreprise : résultats empiriques sur données françaises
MATHILDE LÊ
- 195 L'impact des aides directes à la RDI sur les performances des petites et moyennes entreprises françaises
RAPHAËL CHIAPPINI
KYMBLE CHRISTOPHE
SAMIRA DEMARIA
VINCENT DORTET-BERNADET
BENJAMIN MONTMARTIN
SOPHIE POMMET

Quels défis pour le financement des PME ?

- 213 Le financement de la transition bas-carbone des PME : enjeux et défis
CATHERINE DEFFAINS-CRAPSKY
- 229 Qu'avons-nous appris en évaluant les accélérateurs de Bpifrance ?
FABRICE GILLES
YANNICK L'HORTY
FERHAT MIHOUBI
- 251 Comprendre la prise de décision pour mieux accompagner le financement des petites entreprises
MÉDÈSSÈ CAROL F. GANDÉGNON

Chronique d'histoire financière

- 269 Répudiation ! La crise de la dette de la guerre de Sécession des États-Unis, 1865-1870
FRANKLIN NOLL

Finance et littérature

- 279 Relire Stendhal : initiative et responsabilité
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

- 289 L'interconnexion du système financier européen : le pire est-il derrière nous ?
PHILIPPE MADIÈS
MATHIS MOUREY
OLLIVIER TARAMASCO
- 307 La dimension institutionnelle refoulée du Bitcoin
AUGUSTIN SERSIRON

REVUE DE L'ARBITRAGE

BULLETIN
DU COMITÉ FRANÇAIS DE L'ARBITRAGE

ANNÉE 2023 – N° 2 – AVRIL-JUIN

SOMMAIRE

	Pages
DOCTRINE :	
— La distinction entre l'accès aux tribunaux arbitraux et le droit d'action : réflexions sur la conception processuelle de la convention d'arbitrage, par Lilian LARRIBÈRE	277
— De la <i>lex mercatoria</i> à la <i>lex finanziaria</i> : le raisonnement arbitral face à l'évaluation des dommages, par Toni MARZAL.	327
JURISPRUDENCE FRANÇAISE :	
— « De quelle liberté d'appréciation dispose un tribunal arbitral en cas de violation d'une clause préliminaire obligatoire de médiation ? », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 1 ^{er} février 2023, par Charles JARROSSON.	353
— « L'arbitre, le juge et l'octroi d'une provision : concurrence ou complémentarité ? », note sous Cass. civ. 1 ^{re} , 11 janvier 2023, par Jean BILLEMONT	363
— « Vous avez dit corruption ? », note sous Versailles, 14 mars 2023, par Ibrahim FADLALLAH.	371
— « Un arbitre ne devrait pas dire ça... », note sous Paris, 10 janvier 2023, par François-Xavier TRAIN.	423
— « L'incompréhension de l'arbitrage à deux degrés », note sous Paris, 15 novembre 2022, par Eric LOQUIN	454

— « Contrôle de la sentence et conformité à l'article L. 442-6, 2° du Code de commerce : de la difficulté de concevoir un régime spécifique lorsqu'est en cause l'ordre public de protection », note sous Paris, 21 juin 2022, par Benjamin REMY	469
JURISPRUDENCE EUROPÉENNE :	
— « Sanctions internationales : la difficulté croissante de garantir l'exécution des sentences arbitrales (la jurisprudence de la CJUE et sa réception par les juridictions françaises) », note sous CJUE, 1 ^{re} Ch., 11 novembre 2021, par Laurence FRANC-MENGET	491
SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE	515
BIBLIOGRAPHIE :	
— DOGANIS (Carine), <i>Pour un droit public de l'arbitrage</i> , par Natalia GAUCHER-MBODJI	545
INDEX ANALYTIQUE	549

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
199^e année
13 juillet 2023
n° 26 / 8003^e
pages 1305 à 1352



Version numérique incluse*



322326



ÉDITORIAL

1305 Au temps des justiciers, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 1308 Transport routier (force majeure) : blocage par un barrage routier
- 1310 Vente (vice caché) : présomption irréfragable de connaissance
- 1310 Produit défectueux (responsabilité) : prescription de l'action en réparation
- 1312 Construction (démolition-reconstruction) : contrôle de proportionnalité
- 1314 Peine (interdiction du territoire) : inconstitutionnalité du régime
- 1315 Sport (football féminin) : maintien de l'interdiction du port du hijab
- 1319 Pension d'invalidité (portée) : réparation du préjudice fonctionnel permanent

POINT DE VUE

1321 Divorcer dans une gare, *Xavier Labbée*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 1331 **Panorama** : Baux commerciaux, *Marie-Pierre Dumont*
- 1340 **Notes** : La stipulation d'une durée et le cautionnement de dettes présentes, *note sous Com. 1^{er} juin 2023, Jérôme François*
- 1344 Absence de publicité de l'audience : chassez le grief par la porte..., *note sous Crim. 15 mars 2023, Simon Husser*
- 1347 La préemption-substitution : l'épreuve du droit de préemption subsidiaire du locataire d'habitation, *note sous Civ. 3^e, 1^{er} mars 2023, Franck Roussel*

ENTRETIEN

1352 Stéphane Detraz – Plan de lutte contre la fraude fiscale :
place de la répression pénale

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,
STEPHANE DURET

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DESSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

- DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

- RÉDACTION

Maelle HARSCOÛET DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

- CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Eric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

- ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZE-DINNAT (01 40 64 54 81)

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

1^{er} secrétaire de rédaction : Véronique THILL

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice

ventes@dalloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@dalloz.fr

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 959,74 € TTC

Etranger : 1 016,56 € TTC

Prix au numéro : 41,86 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Juillet 2023

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

1305

Au temps des justiciers



ACTUALITÉS

1308

DROIT DES AFFAIRES

Consommation

Clause abusive (prêt) : disposition impérative du droit national, *CJUE 6 juill. 2023*

Contrat d'affaires

Transport routier (force majeure) : blocage par un barrage routier, *Com. 5 juill. 2023*

Transport aérien (accident) : lésions corporelles après premiers soins, *CJUE 6 juill. 2023*

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (droit de préemption) : exclusion des locaux à usage industriel, *Com. 3^e, 29 juin 2023*

Bail commercial (résiliation) : défaut d'entretien du local par le bailleur, *Com. 3^e, 6 juill. 2023*

Bail commercial (crise sanitaire) : mesures conservatoires contre le locataire, *Com. 3^e, 6 juill. 2023*

1310

DROIT CIVIL

Bien-Propriété

Prescription acquisitive (interruption) : assignation en référé-expertise, *Com. 3^e, 29 juin 2023*

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (vice caché) : présomption irréfragable de connaissance, *Com. 5 juill. 2023*

Vente (garantie d'éviction) : préjudice causé par une servitude occulte, *Com. 3^e, 6 juill. 2023*

Produit défectueux (responsabilité) : prescription de l'action en réparation, *Com. 1^{er}, 5 juill. 2023*

Préjudice (réparation) : assistance par une tierce personne, *Com. 2^e, 6 juill. 2023*

Assurance (fausse déclaration) : police garantissant plusieurs risques, *Com. 2^e, 6 juill. 2023*

Famille-Personne-Succession

Indivision (dépense) : remboursement anticipé d'un emprunt, *Com. 1^{er}, avis, 5 juill. 2023*

1311

DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Sous-traitance (défaut de caution) : action en nullité du sous-traité, *Com. 3^e, 6 juill. 2023*

Construction (démolition-reconstruction) : contrôle de proportionnalité, *Com. 3^e, 6 juill. 2023*

Copropriété

Assemblée générale (procès-verbal) : date de la notification, *Com. 3^e, 29 juin 2023*

1313

DROIT INTERNATIONAL ET EUROPÉEN

Droit européen

Données personnelles (contrôle) : pouvoirs d'une autorité de concurrence nationale, *CJUE 4 juill. 2023*

1314

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Procédure pénale

Détention provisoire (renvoi de cour d'assises) : constitutionnalité sous réserve du régime, *Cons. const. 7 juill. 2023*

Peine (interdiction du territoire) : inconstitutionnalité du régime, *Cons. const. 7 juill. 2023*

Mandat d'arrêt européen (émission) : défaut de qualité de l'autorité judiciaire, *CJUE 6 juill. 2023*

1315

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Sport (football féminin) : maintien de l'interdiction du port du hijab, *CE 29 juin 2023*

Fiscalité

Douane (visite domiciliaire) : recours de l'occupant d'un navire, *Com. 5 juill. 2023*

Santé publique

Covid-19 (obligation vaccinale) : suspension du contrat de travail, *Soc. 5 juill. 2023*

Hospitalisation d'office (mainlevée) : personne majeure protégée, *Com. 1^{er}, 5 juill. 2023*

1317

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Entretien professionnel : même date que l'entretien d'évaluation, *Soc. 5 juill. 2023*

Inaptitude du salarié (reclassement) : périmètre de l'obligation, *Soc. 5 juill. 2023*

Inaptitude du salarié (reclassement) : date de naissance de l'obligation, *Soc. 5 juill. 2023*

Inaptitude du salarié (licenciement) : inexécution du préavis sans indemnité, *Soc. 5 juill. 2023*

Sécurité sociale

Pension d'invalidité (portée) : réparation du préjudice fonctionnel permanent, *Com. 2^e, 6 juill. 2023*

1319

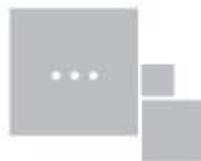
PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Compétence européenne (matière matrimoniale) : résidence habituelle du demandeur, *CJUE 6 juill. 2023*

Profession juridique et judiciaire

Avocat (honoraires) : activité de mandataire en transaction immobilière, *Com. 2^e, 6 juill. 2023*



POINT DE VUE

1321 Divorcer dans une gare
par Xavier Labbé



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

1323 Le champ contractuel
par Benoît Chaffois

PANORAMA

1331 Baux commerciaux
mai 2022 – mai 2023
par Marie-Pierre Dumont

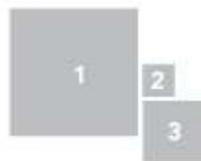
NOTES

1340 La stipulation d'une durée et le cautionnement
de dettes présentes, note sous Com. 1^{er} juin 2023
par Jérôme François

1344 Absence de publicité de l'audience : chassez le grief
par la porte..., note sous Crim. 15 mars 2023
par Simon Husser

1347 La préemption-substitution : l'épreuve du droit
de préemption subsidiaire du locataire d'habitation,
note sous Civ. 3^e, 1^{er} mars 2023
par Franck Roussel

**Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 27 juillet 2023**



ENTRETIEN

1352 Stéphane Detraz – Plan de lutte contre la
fraude fiscale : place de la répression pénale

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

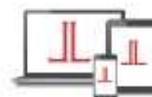
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

**Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revue.fr**



COMMENTAIRE

LE RÉGIME INTERNE DES FUSIONS, SCISSIONS, APPORTS PARTIELS D'ACTIFS EST RÉFORMÉ

Des modifications du régime domestique au-delà d'une harmonisation avec les opérations transfrontalières.

19



www.effl.fr



À LA UNE

Question d'actualité - Droit de l'énergie et responsabilité du fait des produits défectueux : deux impératifs divergents

24

Sociétés - Eclairages sur la nullité des délibérations pour défaut de désignation d'un commissaire aux comptes

4

Biens de l'entreprise - Covid-19 et loyers commerciaux : mise en œuvre d'une clause résolutoire acquise avant la crise sanitaire

14



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Nullité des délibérations des associés en l'absence de désignation d'un commissaire aux comptes
- 5 - Révocation du dirigeant pour faute
- 6 - Conventions réglementées dans les SAS
- 6 - Abus d'égalité de la part d'un associé
- 7 - Révocation abusive du dirigeant
- 8 - Qualité de dirigeant de fait

Entreprise en difficulté

- 8 - Coobligé du débiteur protégé dans la procédure collective de ce dernier
- 9 - Dessaisissement du débiteur en liquidation judiciaire

Contrats

- 10 - Agent immobilier ayant la qualité d'agent commercial
- 11 - Doute sur l'impartialité d'un arbitre

Finances de l'entreprise

- 12 - Portée d'un ordre de virement falsifié
- 13 - Préjudice du souscripteur d'une assurance-vie garantissant un prêt in fine non informé du risque encouru
- 14 - Taux de l'intérêt légal pour le 2d semestre 2023

Biens de l'entreprise

- 14 - Covid-19 et loyers commerciaux : mise en oeuvre d'une clause résolutoire
- 15 - Covid-19 et force majeure
- 15 - ICC, ILC et Ilat au 1er trimestre 2023

Concurrence

- 16 - Prix du livre : vente de livres d'occasion
- 16 - Pratiques anticoncurrentielles : prescription de l'action en réparation par une personne publique

Consommation

- 17 - Exercice du droit de rétractation après la réalisation de la prestation

Et aussi...

- 18 - Aides versées aux exploitants de remontées mécaniques
- 18 - La procédure de secours en cas de défaillance du guichet unique électronique est prorogée

Question d'actualité

- 24 - Droit de l'énergie et responsabilité du fait des produits défectueux : deux impératifs divergents

Veilles

- 26 - Veille législative
- 27 - Veille fiscale et sociale



COMMENTAIRE



19

**LE RÉGIME INTERNE DES FUSIONS,
SCISSIONS, APPORTS PARTIELS
D'ACTIFS EST RÉFORMÉ**

REVUE LAMY

Droit des Affaires

Le contrat, un outil au service de la mise en œuvre du devoir de vigilance en matière de droits humains : réflexions à partir des travaux de l'*American Bar Association*

Marie de PINIEUX

– Premiers regards (en référé) sur le devoir de vigilance des sociétés

Hervé GUYADER

– Activités d'influence commerciale et d'agent d'influenceur : la loi est publiée

Jérémy BERLEMONT

– Contrariété au principe d'arrêt des poursuites : refus de l'exequatur d'une sentence arbitrale qui condamne un débiteur sous procédure collective

Édouard FABRE, Rajeev SHARMA FOKER, Juliette MICHAUD

– Metabirkins : L'affaire est dans le sac !

Clément MONNET, Éloïse PATOCKI-TOMAS, Kenza DECLERCQ

– Action en responsabilité civile et pluralité de gérants de SARL

Quentin NEMOZ-RAJOT

194 | MENSUEL
JUILLET-AOÛT 2023

Conseil scientifique

Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

Jean-Michel do CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

Emmanuel DAUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social

7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédactrice en chef : Anouk Jaunasse

Rédactrice en chef adjointes :

Joséphine de Romanet

Ont collaboré à ce numéro :

Jérémy Berlemont, Guillaume Carteret, Lionel Costes, Chloé Gardès, Victoria Mauriès et Héloïse Planckart

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 60,42 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2109-9367

N°ISSN (version imprimée) : 1279-8401

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 0125 T 87146

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

Origine du papier : Pologne

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : PEFC

Eutrophisation : Ptot 0.02 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXE

Courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Sommaire

FOCUS P. 4

- Activités d'influence commerciale et d'agent d'influenceur : la loi est publiée
Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 7

ÉTUDE P. 20

- Le contrat, un outil au service de la mise en œuvre du devoir de vigilance en matière de droits humains : réflexions à partir des travaux de l'*American Bar Association*
Marie de PINIEUX

LIBRES PROPOS P. 26

- Premiers regards (en référé) sur le devoir de vigilance des sociétés
Hervé GUYADER

ANALYSE P. 29

- Contrariété au principe d'arrêt des poursuites : refus de l'exequatur d'une sentence arbitrale qui condamne un débiteur sous procédure collective
Édouard FABRE, Rajeev SHARMA FOKER, Juliette MICHAUD

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 33

- Metabirkins : L'affaire est dans le sac !
Clément MONNET, Éloïse PATOCKI-TOMAS, Kenza DECLERCQ
- Action en responsabilité civile et pluralité de gérants de SARL
Quentin NEMOZ-RAJOT

[Listing act : un nouveau souffle pour la cotation des PME, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 3-4](#)

DOCTRINE  A. NEGGA

cotation - listing - objectif - réglementation - entreprise - initiative - proposition - nouveau - introduction en bourse - international journal for - international journal - marchés de capitaux - opération - financement par les marchés - levées de fonds - levées de fonds sur les marchés - liquidité - consultation - revue...

05/07/2023

[Droit de la concurrence et secteur bancaire - Propos introductifs, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 7-10](#)

DOCTRINE  J.-M. MOULIN - A.-C. ROUAUD

secteur - banque - secteur bancaire - application des règles - commission - analyse - établissement - services - service - application des règles de concurrence - concurrence - état - taux - international journal for - directive - règles de concurrence - international journal - règles sectorielles - spécificité - articulation - revue...

05/07/2023

[L'application des règles de concurrence au secteur bancaire et financier, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 11-16](#)

DOCTRINE  J.-P. TRAN THIET - N. DELAUNAY

commission - banque - secteur - autorité - secteur bancaire - pratique - entreprise - amende - entente - application des règles - application des règles de concurrence - autorité de la concurrence - groupement - échange - revue internationale - sanction - services - produit - service - international journal for - international journal -...

05/07/2023

[Cartels on interchange fees: a comparative approach in French, European and American competition law, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 17-22](#)

DOCTRINE  A. PITRAS

merchant - cartel - case law - side - payment - private enforcement - agreement - class - practice - compensation - competition law - action - victim - card - service - class action - public enforcement - sides of the market - consumer - commitment - issuer - acquirer - plaintiff - competitive effects - comparative approach - concurrence -...

05/07/2023

[L'intrusion de la concurrence sur le marché bancaire : analyse de droit comparé relative aux opérateurs de réseaux mobiles en France et dans les États de l'UEMOA, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 23-34](#)

DOCTRINE  P. ZRA

opérateur - opérateurs de réseaux - opérateurs de réseaux mobiles - concurrence - service - marché - établissement - code monétaire - activité - réglementation - état - monopole - banque - établissements de crédit - pratique - marché bancaire - services financiers - services - services de paiement - espace - opération - secteur -...

05/07/2023

[Le mécanisme de résolution unique et les aides d'État, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 35-41](#)

DOCTRINE  C. GALOKHO

banque - directive - état - résolution - fonds - plan - soutien - autorité - objectif - union - dispositif - mécanisme - soutien public - union bancaire - contribution - obstacle - États membres - secteur bancaire - instrument - mécanisme de résolution - mécanisme de résolution unique - crise - aides d'État - fonds de résolution -...

05/07/2023

[Does China's Banking Industry Need Anti-Monopoly Law? Based on the Analysis of Differentiated Banking Businesses, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 42-60](#)

DOCTRINE  D. KE

banking - anti monopoly - business - banking industry - restriction - loan - payment - anti monopoly enforcement - banking regulators - deposit - monopoly - anti monopoly laws - anti monopoly law - bank institutions - bank mergers - banking laws - fair competition - revue - industry - asset - price - settlement - enforcement - anti monopoly...

05/07/2023

[La CJUE est-elle une source du droit de la gestion d'actifs ? Réflexions à partir de deux arrêts interprétant les directives OPCVM et AIFM, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 65-77](#)

DOCTRINE  L. SUIRE

directive - autorité - source - société - information - texte - domaine - interprétation - sources du droit - services - international journal - international journal for - institution - question - rémunération - cour de justice - précision - entité - affaire - gestionnaire - réglementation - dividende - action - orientation -...

05/07/2023

[La finance verte : une réponse aux enjeux environnementaux ou une nouvelle forme d'écoblanchiment ?, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 78-84](#)

DOCTRINE  M. JAGU

finance - banque - environnement - finance verte - climat - acteur - autorité - objectif - entreprise - impact - label - information - énergie - projet - secteur - international - international journal for - investisseur - économie - risque - émission - gouvernance - institution - international journal - activité - financement - réseau -...

05/07/2023

[La réforme du secret bancaire au Cameroun \(2nde partie\) – Le renouvellement restrictif de la dimension pénale du secret bancaire, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 86-91](#)

DOCTRINE  P. FOTUÉ KENGNE

violation du secret - violation du secret bancaire - infraction - situation - information - sanction - action publique - communication - secret bancaire - autorité monétaire - peine - personnes physiques - délit - procureur - personnes morales - trafic - inopposabilité - million - amende - services - international journal - international...

05/07/2023

[The EU Regulation on crowdfunding service providers for business: an internationally competitive regulatory framework? – Part II – Some Considerations on Market Supervision, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 92-103](#)

DOCTRINE  E. PRÉVOST

enforcement - service - service providers - intermediary - supervision - regulation - business - sanction - platform - model - https - outsourcing - investigation - member - revue - broker - manager - security - tier - regulatory framework - status - compliance - conflict - action - record - small amount - service providers for business - other...

05/07/2023

[La protection de l'adhérent à un contrat collectif d'assurance-vie « unit-linked » par le droit des pratiques commerciales déloyales, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 106-112](#)

DOCTRINE  T. GÉRARD

consommateur - sanction - pratique commerciale - directive - entreprise - assureur - nullité - pratique commerciale déloyale - information - état - pratique - assurance - risque - États membres - adhésion - adhérent - entreprise d assurance - opération - assurance de groupe - contrat collectif - services - identification - international...

05/07/2023

[Les virtual power purchase agreements : une tentative de qualification juridique et fiscale, *R.I.S.F.-I.J.F.S.*, 2023/1-2, p. 114-122](#)

DOCTRINE  T. PIAZZA - Q. HU - A. CHERIET - E. DE LA ROCHETHULON

contrat - directive - garantie - acheteur - électricité - marché - garanties d origine - producteur - activité - prestation - qualification - parlement européen - contrepartie - règlement délégué - international journal - énergie - services - international journal for - code monétaire - annexe - revue internationale - émission -...

05/07/2023

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Actualité des procédures collectives, n° 13 du 07 juillet 2023

Sommaire du numéro

Repère



JUGE-COMMISSAIRE

L. 621-9 : une compétence résiduelle du juge-commissaire

N° 158 - Par Julien THÉRON

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANES

Compétence du juge-commissaire pour la nomination des contrôleurs

N° 159

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ORGANES

Responsabilité des membres d'un GIE : le liquidateur judiciaire n'a pas qualité pour exercer l'action prévue à l'article L. 251-6 du Code de commerce

N° 160

[Consulter le PDF](#)

Qualification de l'état de cessation des paiements : attention à la motivation

N° 161

[Consulter le PDF](#)

Liquidation judiciaire après résolution du plan pour inexécution : l'état de cessation des paiements doit être caractérisé

N° 162

[Consulter le PDF](#)

De la possibilité d'étendre une procédure collective à l'égard d'un débiteur surendetté

N° 163 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

Déclaration de créance d'un fonds de titrisation

N° 164

[Consulter le PDF](#)

Notion de contestation sérieuse

N° 165

[Consulter le PDF](#)

Invitation des parties à saisir la juridiction compétente : qui doit saisir ?

N° 166

[Consulter le PDF](#)

Contestation des créances : modalités de mise en cause des parties à l'instance introduite devant la juridiction compétente

N° 167

[Consulter le PDF](#)

Subrogation et clause de réserve de propriété

N° 168

[Consulter le PDF](#)

Le paiement d'un chèque émis par la CARPA à partir de fonds détenus au nom du débiteur au bénéfice de son avocat est soumis à l'action en rapport

N° 169 - Par Mathieu THIBERGE

[Consulter le PDF](#)

Le débiteur dessaisi est-il recevable à former une demande reconventionnelle dans l'exercice de son droit propre à contester une créance ?

N° 170

[Consulter le PDF](#)

Action en fixation du loyer du bail : faut-il intimer le locataire en liquidation ?

N° 171

[Consulter le PDF](#)

Résidence principale de l'entrepreneur individuel : charge et objet de la preuve

N° 172 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

COMPÉTENCE, PROCÉDURE ET VOIES DE RECOURS | COMPÉTENCE

Le juge-commissaire est compétent pour résoudre les difficultés liées à l'établissement de l'inventaire en désignant un technicien

N° 173

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 27 du 10 juillet 2023

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Des remparts républicains

N° 823 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | EXPERTISE

Didier Kling, le goût de l'expertise

N° 824 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉLAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | PROCÉDURE PÉNALE

Seconde chance pour la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ?

N° 825 - Par Astrid MIGNON COLOMBET et Agathe DE MARCILLAC

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | ENTREPRISES

Directive vigilance des entreprises en matière de durabilité

N° 826 - Par Raphaël MAUREL

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 29 juin au 5 juillet 2023

N° 827

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 juin 2023

N° 828

[Consulter le PDF](#)

L'étrange caducité d'une convention d'arbitrage de 1878, l'étrange arbitrage commercial

N° 829 - Par Daniel MAINGUY

[Consulter le PDF](#)

Application de la réforme technique de l'assurance-vie à des contrats tacitement reconduits : taux préservés, droit malmené ?

N° 830 - Par Matthieu ROBINEAU

[Consulter le PDF](#)

Prétendu laxisme des juges du fond démenti, sévérité sanctionnée

N° 831 - Par Florence DEQUATRE

[Consulter le PDF](#)

Racisme, antisémitisme et xénophobie : le rapport 2022 de la CNCDH pointe « le maintien d'un niveau élevé » des discours de haine

N° 832

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 18 juin 2023

N° 833

[Consulter le PDF](#)

Les OPJ peuvent filmer dans l'espace public sans limite ni contrôle judiciaire

N° 834 - Par Emmanuel DREYER

[Consulter le PDF](#)

Point de départ de la prescription de l'action en responsabilité en cas de manquement au devoir d'information du prêteur

N° 835

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 28 juin au 5 juillet 2023

N° 836

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 juin 2023

N° 837

[Consulter le PDF](#)

Relations individuelles de travail : le salarié peut se prévaloir de la convention

collective mentionnée dans son contrat

N° 838

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Possible transfert d'une entité économique autonome résultant de 2 parties d'entreprises distinctes d'un même groupe

N° 839

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TÉLÉTRAVAIL

La France signe un accord-cadre européen facilitant le télétravail pour les frontaliers

N° 840

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 juin au 5 juillet 2023

N° 841

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 19 au 25 juin 2023

N° 842

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | TRIBUNAL DES CONFLITS

La contrariété des décisions juridictionnelles n'entraîne pas automatiquement un déni de justice : la reconnaissance du déni « virtuel » de justice ?

N° 843 - Par Mathieu TOUZEIL-DIVINA

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Droits de la défense : l'administration fiscale doit mettre à même le contribuable de présenter ses observations

N° 844 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

Les ordonnances rendues en référé ne peuvent être corrigées par le juge des référés

N° 845 - Par Clemmy FRIEDRICH

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 28 au 5 juillet 2023

N° 846

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêt P de la Cour de cassation du 19 au 25 juin 2023

N° 847

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Tomber ou pas dans le panneau (photovoltaïque) !

N° 848 - Par Fanny BRUNEL

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Où il sera question entre autres d'un film culte, de Poulidor et d'une série à succès...

N° 849 - Par Jean-François RIFFARD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | PROCÉDURE CIVILE

Réflexions sur la relation entre les notions de fin de non-recevoir et d'irrecevabilité

N° 850 - Par Léonor JANDARD

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Régime de l'obligation

N° 851 - Par Marc BILLIAU et Grégoire LOISEAU

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Promotion de la juridiction unifiée du brevet lors des 11e Rencontres franco-chinoises du Droit et de la Justice

N° 852 - Par Isabelle GRENIER

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

Rémy Heitz est nommé procureur général près la Cour de cassation

N° 853

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Pierre Hoffman et Vanessa Bousardo, bâtonnier et vice-bâtonnier de Paris élus

N° 854

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Refonte du Code de déontologie des avocats

N° 855

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Opposition du CNB à la reconnaissance d'un legal privilege

N° 856

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Projet de loi Justice : « une occasion pour renforcer la lutte contre l'impunité en France », selon la CNCDH

N° 857

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 28 du 13 juillet 2023

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



NUMÉRIQUE

3 QUESTIONS - CJUE : la question de la révocation du DPO et la notion de conflit d'intérêts

N° 625 - Par Alexandre FIEVÉE et Alice ROBERT

MARCHÉ FINANCIER

L'AMF publie sa cartographie 2023 des marchés et des risques

N° 626

BIBLIOGRAPHIE

Communication Commerce électronique

N° 627

BIBLIOGRAPHIE

L'avocat souverain

N° 628

Actualités



AFFAIRES | BANQUE

Observatoire de l'inclusion bancaire : les enseignements du rapport annuel 2022

N° 630 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Mesures Covid : périmètre de l'interdiction de pratiquer des mesures conservatoires à l'encontre des locataires

N° 631

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

D'utiles précisions relatives à la définition des locaux à usage industriel

N° 632

AFFAIRES | BANQUE

Point de départ de la prescription de l'action en responsabilité en cas de manquement au devoir d'information du prêteur

N° 633

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Contenu du nouveau Paquet « monnaie unique » en vue de la création d'un euro numérique

N° 634

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Publication du rapport annuel 2022 de l'AMF

N° 635

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Une autorité de la concurrence nationale peut constater, dans le cadre de l'examen d'un abus de position dominante, une violation du RGPD

N° 636

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Précisions sur le champ d'application du régime des clauses léonines et la révocation des dirigeants pour faute

N° 637

AFFAIRES | TRANSPORT

Force majeure : l'absence d'informations précises quant au déroulement d'un événement pourtant prévisible rend celui-ci potentiellement imprévisible et irrésistible

N° 638

AFFAIRES | TRANSPORT

Précisions sur les responsabilités du vendeur et du transporteur en cas de vente « départ d'usine »

N° 639

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Obligation de reclassement du salarié inapte : le groupe implique la caractérisation d'une situation de contrôle

N° 640

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

L'entretien d'évaluation et l'entretien professionnel peuvent avoir lieu le même jour

N° 641

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Émeutes : l'Urssaf accompagne les entrepreneurs fragilisés

N° 642

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Le Conseil des prélèvements obligatoires s'est penché sur les différences d'imposition sur les bénéfices entre PME et grandes entreprises

N° 643

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Créance d'impôt sur les sociétés en faveur des investisseurs institutionnels

N° 644

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Option pour le remboursement mensuel ou trimestriel de l'accise aux entreprises effectuant du transport routier de marchandises

N° 645

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Contrat et devoir de vigilance des sociétés

N° 1214 - Par Nicolas IDA

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

La taxe foncière n'est pas éligible au traitement préférentiel de l'article L. 641-13 du Code de commerce

N° 1215 - Par Adeline CERATI

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Technique contractuelle

N° 1216 - Par Jean-Baptiste SEUBE , Marie-Pierre DUMONT , Philippe GRIGNON et Romain LOIR

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

La doctrine en droit des affaires

N° 1217 - Par Xavier DELPECH

AFFAIRES | CONCURRENCE

Le règlement sur les subventions étrangères et le règlement antisubventions : les deux faces de la même médaille

N° 1218 - Par Jean-Marie SALVA et Dimana TODOROVA

AFFAIRES | CONCURRENCE

Preuve et préjudice : la réparation des préjudices concurrentiels devant la Cour de cassation

N° 1219 - Par Nicolas MATHEY

SOCIAL | LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE

Quel délai pour envoyer les lettres de licenciement dans le cadre d'une procédure collective ?

N° 1220 - Par Bernard BOSSU

FISCAL | PAIEMENT DES IMPÔTS

Solidarité du donneur d'ordre en cas de travail dissimulé : la présomption de satisfaction à l'obligation de vigilance connaît des exceptions

N° 1221

À la une

Le père d'intention n'ayant plus l'intention d'être père

note par Pierre MICHEL sous CEDH, 5^e sect., 8 juin 2023

L'annulation de la reconnaissance de paternité d'un père d'intention, n'ayant pas consenti à la naissance par assistance médicale à la procréation de l'enfant qu'il a pourtant reconnu, ne constitue pas une violation du droit à la vie privée et familiale de l'enfant dont le lien de filiation est anéanti.



© Pavlo_AdobeStock

Actualité

Menaces informatiques : l'ANSSI alerte les avocats

focus

« Plusieurs défis s'offrent à nous, à commencer par l'attractivité de notre profession »

entretien avec Jean-Raphaël FERNANDEZ

Doctrine

L'amplification de la délinquance criminelle par le recours détourné du numérique

étude par Julien FAIDHERBE

Technique

Les astreintes

par Steven RIOCHE

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• David NOGUÉRO

Professeur à l'université Paris Cité (IDS – UMR-INSERM 1145)

• Xavier LEDUCQ

Avocat au barreau de Paris, cabinet CRTD & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL et Bélinda WALTZ-TERACOL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordnatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2023

* Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

* Abonnement France (un an) :

Journal seul : 570,74 € TTC

Recueils + table seuls : 556,45 € TTC

Journal, recueil + table : 764,73 €

Abonnement feuilletable numérique : 244,02 € TTC

* Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 645 €

Journal, recueil + table : 859 €

Abonnement feuilletable numérique : 239 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : [@LextensoAvocat](https://twitter.com/LextensoAvocat)

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 713 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL451w8 ■ Menaces informatiques : l'ANSSI alerte les avocats 3
- GPL452b0 ■ PI : un nouveau protocole de procédure à Paris 6
- GPL451w7 ■ « Plusieurs défis s'offrent à nous, à commencer par l'attractivité de notre profession »
entretien avec Jean-Raphaël FERNANDEZ 7

Doctrine

- GPL451u8 ■ L'amplification de la délinquance criminelle par le recours
détourné du numérique
étude par Julien FAIDHERBE 9
- GPL451i7 ■ Présentation de la loi relative aux jeux olympiques
et paralympiques 2024
note par Nathalie FINCK sous L. n° 2023-380, 19 mai 2023 14

Technique

- GPL451x8 ■ Les astreintes
par Steven RIOCHE 17

Jurisprudence

- GPL451u9 ■ Le père d'intention n'ayant plus l'intention d'être père
note par Pierre MICHEL sous CEDH, 5^e sect., 8 juin 2023 19
- GPL451u1 ■ La clause relative à la durée de l'engagement de la caution
ne s'interprète pas
note par Armand DADOUN sous Cass. com., 1^{er} juin 2023 22
- GPL451k5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 26
- GPL451f7 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL451i3 ■ Chronique de jurisprudence des procédures civiles
d'exécution
par Claude BRENNER et Jean-Jacques ANSAULT <https://lext.so/GPL451i3> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

Sous la responsabilité scientifique de
David NOGUÉRO et Xavier LEDUCQ

35

Avec la participation de

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL
et Bélanda WALTZ-TERACOL

RJCom

Revue de jurisprudence commerciale

Ancien journal des agrées – 67^e année

Sous la direction scientifique de **Jean-Marie Leloup**, Avocat au Barreau de Paris, ancien Bâtonnier de l'Ordre de Poitiers

Rédaction :

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Perrine Cathalo, Rédactrice en droit des affaires

Avocats

[Événement] **Le 80ème congrès de la Fédération Nationale des Unions de Jeunes Avocats**

Commercial

[Chronique] **Chronique de droit du commerce international**

Par Fabienne Kutscher-Puis

Concurrence

[Chronique] **Chronique de droit de la concurrence**

Par Muriel Chagny

Réf. : CJUE, 12 janvier 2023, aff. C-57/21, Regiojet **N° Lexbase : A8210879** et CJUE, 16 février 2023, aff. C-312/21, Tráficos Manuel Ferrer **N° Lexbase : A39579DW**

Droit pénal des affaires

[Chronique] **Chronique de droit pénal des affaires**

Par Guillaume Beaussonie

Propriété intellectuelle

[Chronique] **Chronique de droit de la propriété intellectuelle**
Par Christophe Alleaume

Sociétés

[Chronique] **Chronique de droit des sociétés**
Par le groupe de recherches sur les organisations et les groupements (GROG)

Conseil éditorial :

Alain Dautriat, Juge commissaire au tribunal de commerce de Bobigny

Georges Decoq, Professeur de droit à l'Université Paris-Dauphine, co-directeur du Centre de Recherche Droit Dauphine

Sylvaine Poillot-Peruzzetto, Conseillère à la Chambre commerciale de la Cour de cassation



Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef

Assurances

[Chronique] **Finance et assurance**
Par Pierre-Grégoire Marly

Droit financier

[Actes de colloques] **De l'information non financière à l'information en matière de durabilité des entreprises : évolution formelle ou substantielle ?**
Par Manon Desbat

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] **De l'information non financière à l'information en matière de durabilité des entreprises : évolution formelle ou substantielle ?**
Par Rémi Dalmau

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] **Quelle normativité pour la nouvelle terminologie du droit européen des sociétés ?**
Par Théo Vuarnet

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] Le régime de l'information consolidée en matière de durabilité au sein des groupes de sociétés à l'aune de la Directive « CSRD »

Par Emma Miglietta

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] L'application de la Directive « CSRD » aux entreprises de pays tiers

Par Julien Didry-Barca

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] L'élaboration de l'information en matière de durabilité : quel encadrement ?

Par Carla Trebert

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] La Directive du 14 décembre 2022 concernant la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises : quels fondements pour quelles critiques ?

Par Aude-Solveig Epstein

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] Vigilance en matière de droits de l'homme : complémentarité et synergie entre la Directive « CSRD », la proposition de Directive « CSDD » et la proposition de Règlement « travail forcé »

Par Marie de Pinieux

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] Le fragile équilibre entre les objectifs de protection et d'efficacité dans l'élaboration de règles visant l'intégration d'obligations d'information en matière environnementale : perspective canadienne au regard de la Directive « CSRD »

Par William Gabriel Rioux

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Actes de colloques] Propos conclusifs : La Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité, au cœur d'un renouvellement paradigmatique !

Par François Guy Trébulle

Réf. : Directive n° 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil, du 14 décembre 2022, modifiant le Règlement n° 537/2014 et les Directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises **N° Lexbase : L1830MGU**

[Chronique] Financial Services Regulation: Decisions of the European authorities and courts

Par Arut Kannan

[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)

Par Éric Dezeuze

Réf. : Cass. com., QPC, 5 avril 2023, n° 22-19.127 F-D **N° Lexbase : A62739NN** ; CA Paris, 5-7, 2 mars 2023, n° 21/00887, X c/ AMF **N° Lexbase : A35919G4** ; AMF, Commission des sanctions, 30 janvier 2023 **N° Lexbase : L7095MGU**

[Chronique] Financements structurés - Titrisation

Par Thierry Granier

[Chronique] Financements structurés - Titrisation

Par Alexandre Quiquerez

[Chronique] **White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité**
Par Skadden

[Chronique] **White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité**
Par Skadden

[Chronique] **Digitalisation et droit financier**
Par Hubert de Vauplane - Avocat

[Chronique] **Digitalisation et droit financier**
Par Hubert de Vauplane - Avocat

Fiscalité financière

[Chronique] **Fiscalité financière**
Par Siamak Mostafavi

Réf. : CE, 8 mars 2023, n° 456349, SA Natixis **N° Lexbase : A76799HU**

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Alain Couret, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Jacques Daigre, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Granier, Professeur à Aix-Marseille Université

Paul Le Cannu, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hervé Le Nabasque, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas Rontchevsky, Professeur à l'Université de Strasbourg

Hervé Synvet, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

George A. Casey Partner, Shearman & Sterling LLP, New York

James D. Cox, Professor of Law, Duke Law School

Paul Davies, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

Luca Enriques, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

Guido Ferrarini, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

Gérard Hertig, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

Klaus J. Hopt, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

Jonathan R. Macey, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School